



Reichshoffen, le 24 Août 2021

## INFORMATION AU PERSONNEL

Nous espérons que vous avez passé de bonnes vacances, qu'elles furent reposantes, agréables pour vous et vos familles malgré ce contexte d'incertitude qui pèse sur le site depuis un plus d'an maintenant, contexte qui risque malheureusement de durer encore...

Voilà ce que nous communiquions le 28 Mai 2021 :

### **Point sur la cession du site :**

Ca y est !!! Il semblerait maintenant acquis que le site de Reichshoffen basculera sous marque SKODA. Après pratiquement une année de discussion, d'incertitudes, les deux partis seraient tombés d'accord et pratiquement plus rien ne semble pouvoir interférer dans cette opération. C'est évidemment un soulagement pour beaucoup de salariés, pas dans le sens que nous sommes ravis d'être cédé par ALSTOM à SKODA, mais dans le sens où au moins nous avons des perspectives pour notre avenir même si nous attendons avec impatience de connaître le plan stratégique de SKODA. Une fois de plus, nous dénonçons les règles européennes qui sont d'un autre âge et qui ne régleront en rien la situation de monopole d'Alstom sur certains marchés. Nous regrettons toujours encore la décision d'Alstom d'avoir choisi le site de REI comme remède à proposer dans le cadre de l'acquisition de Bombardier Transport par Alstom. Quelques informations sur le processus et le contenu des discussions : - Des discussions intenses entre ALSTOM et SKODA ont aboutis à une sorte de « poignée de mains » qui signifie que les deux partis sont tombés d'accord sur les points essentiels du futur accord :

Voilà la dernière information qui nous a été transmise le 30 Juillet 2021 (date butoir fixée par la Commission Européenne).

- Les négociations se poursuivent avec Skoda et nous leur avons fait passer une proposition révisée aujourd'hui.

- La Commission a accepté de nous donner une extension de temps. En revanche nous maintenons confidentielle (vis-à-vis de tous les acteurs) la durée de l'extension de façon à maximiser nos chances de finaliser rapidement.

- Elle nous a également demandé de réengager les discussions avec CAF et Hitachi pour voir s'ils sont intéressés par REI et Talent 3, ce que nous avons fait. Nous allons voir dans les semaines à venir dans quelle mesure ces deux acteurs font preuve d'intérêt (ou non) et vous informerons en conséquence.

Que penser de tout cela si ce n'est que cette situation devient à la limite grotesque. Evidemment nous ne sommes pas dupes. La direction ne nous donne que les informations qu'elle a bien envie de nous donner et encore, c'est à nous de les demander. Après pratiquement une année de négociations avec SKODA, les discussions n'ont pas abouties et la Commission Européenne, dans sa grande gentillesse, a accepté de prolonger le délai suite à la demande d'ALSTOM. D'après plusieurs articles parus pendant les congés, les discussions avec SKODA se seraient envenimées et seraient arrivées à un point de rupture.

De plus, la Commission Européenne demanderait à ALSTOM de réengager les discussions avec CAF et HITACHI. Aucune des deux sociétés n'a montré d'intérêt sérieux pour notre site pendant plus d'une année, et tout d'un coup cela devrait changer ? Que cela peut-il bien cacher ...

Enfin pour couronner le tout, le nouveau délai accordé par la Commission Européenne doit rester confidentiel. Une aberration supplémentaire, les salariés n'ont pas le droit de savoir. Nous allons exiger de savoir.

Difficile de dire qui ne joue pas le jeu car nous n'avons évidemment aucun détail sur les points de discorde entre ALSTOM et SKODA, ni sur les autres points d'ailleurs. Nous subissons tous cette situation et évidemment c'est très désagréable, anxiogène et déstabilisant. Mais évidemment, quand il s'agit de gros sous, la direction se fiche de savoir si les salariés souffrent de cette situation ou pas. L'important est ailleurs.

En attendant, nous grignotons mois après mois notre carnet de commande sans pouvoir répondre à des appels d'offre sur le marché puisque c'est toujours encore ALSTOM notre employeur (qui au passage, encaisse les € à chaque vente de rame sortant du site tant que nous ne sommes pas cédés) et uniquement lui qui décide du produit avec lequel sera répondu aux appels d'offre. Nous pouvons donc comprendre les réticences de la SNCF qui s'est fait vendre à l'époque le meilleur des trains : REGIOLIS et qu'aujourd'hui, le discours d'ALSTOM est plutôt : achetez-nous le SMART CORADIA, il est bien meilleur que le REGIOLIS.

Nous savons que le point bloquant est la plateforme TALENT, située à Hennigsdorf. De nombreux problèmes techniques ainsi qu'un retard énorme ont amené le principal client autrichien à suspendre toute commande de ce train et le contrat cadre est plus que remis en cause. Cette situation change évidemment la donne pour le futur acquéreur. La Commission Européenne va-t-elle demander à ALSTOM de rajouter des remèdes supplémentaires pour rendre la mariée plus belle ? Tous les scénarios semblent à nouveau possibles et nous sommes dans l'opacité la plus totale.

Mais combien de temps cette mascarade va-t-elle encore durer ? Tout le monde en a marre de cette situation. Les salariés attendent des explications (légitimement) et ils nous interpellent tous les jours. Malheureusement, nous n'avons que très peu d'informations. Mais nous continuerons à nous battre pour la pérennité de ce site. Nous avons évidemment tous encore en travers de la gorge le fait qu'ALSTOM ait choisi le site de Reichshoffen comme un des remèdes. ALSTOM s'est engagé auprès de la Commission Européenne à travers cette cession à faire face à une situation de monopole qui pourrait résulter suite à l'acquisition de Bombardier Transport. Au vu de la situation, on pourrait penser qu'ALSTOM est en train au contraire de détruire le site en le vidant de toutes ses capacités, de ses capacités et de sa charge de travail à long terme. Pour l'instant, nous n'en sommes pas là mais nous allons rester très vigilants.

Dès hier, nous avons engagé les démarches suivantes :

- Nous avons redemandé une entrevue auprès de la Commission Européenne.
- Nous avons demandé à rencontrer à nouveau le Trustee.
- Nous sommes en relation étroite avec des élus politiques de la région.
- Enfin nous avons demandé une entrevue avec Henri POUPART-LAFARGE. Celui-ci nous recevra à St-OUEN le vendredi 3 Septembre 2021. Lors de cet entretien nous allons évidemment remonter notre mécontentement au PDG et surtout lui demander de s'engager à réintégrer de la charge d'Alstom sur le site, comme la commande Abidjan, MING, etc.... Evidemment nous lui rappellerons que le futur repreneur devra s'engager à apporter au minimum une charge équivalente pour le site.

Certes, le site ne doit pas être cédé n'importe comment... Certes il nous faut des garanties pour notre avenir, mais les salariés ont le droit de savoir.... Notre direction générale et locale a ce minimum de respect et de devoir envers ses salariés.

Nous vous tiendrons informé de l'évolution de la situation.